

Oui à la Ligne nouvelle, oui à la gare au Fugueiret

Permettez-moi d'abord de rappeler que dès sa création, le Mouvement National de Lutte pour l'Environnement (MNLE) a choisi de ne pas opposer environnement et développement. C'est pour cela qu'il a inventé l'outil « développement durable ».

Notre département est en train de « crever » de la nécrose routière et autoroutière, les pics de pollution ne sont plus l'exception mais la norme, les maladies liées à la dégradation de l'environnement, de la qualité de l'air, de la pollution de nos rivières et de la mer, sont en constantes augmentation. Les heures perdues dans les embouteillages sur une année se totalisent en semaines. Quand on ajoute le manque de logements pour les actifs et la suppression de nombreux services publics, c'est bien un département à la dérive que nous habitons.

Les infrastructures de transports collectifs sont réduites à leur plus juste expression, la voie ferrée littorale, le tramway de Nice et les Chemins de fer de la Provence (CP).

Les élus de ce département ont réalisé le tour de force de créer Sophia-Antipolis sans penser aux moyens de transports sûrs et rapides, sans penser à créer assez de logements pour les dizaines de milliers de salariés qui subissent, soir et matin, le blocage sur les routes et l'autoroute.

Pourtant, ces élus ont de grandes idées de développement futur : les projets de zones commerciales fleurissent sur les quelques espaces encore libres, 100 000m² aux Clausonnes en plein bassin versant de la Brague et ses affluents qui ont provoqué inondations et désolation en 2015.

Alors, ils souhaitent faire « passer la pillule » d'où l'idée de mettre la gare de la Ligne nouvelle de Sophia-Antipolis aux Bouillides, à proximité du quartier populaire de Garbejaire. Votée à l'unanimité par les élus du Conseil municipal de Valbonne qui, un mois après, a voté contre l'implantation de la gare à Sophia-Antipolis. Pourtant, la solution existe sur l'espace où doit se réaliser la Cité du savoir (Fugueiret), aucune habitation mais un territoire qui permettrait de desservir les milliers de salariés de Sophia et ses habitants.

Voilà ce que devrait défendre des élus garants de l'intérêt général !